

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINA — JURISPRUDENTĂ — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICĂ — FINANȚE

PRIM-REDACTOR: ION N. CESARESCU

REDACTOR-PROPRIETAR: I. S. CODREANU

ABONAMENTUL

Pe an, în România, cu Tabla.	45 lei
6 luni	20
3 luni	10
Străinătate: 50 lei pe an, 25 pe 6 luni	

*Apare de două ori pe săptămână
sub redacțiunea unui comitet*

Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

Redacția & Administrația
București, CALEA RAHOVEI—5
Lângă Palatul Justiției
TELEFON № 16/98

Comitetul de Redacție al ziarului Curierul Judiciar, ca omagiu către fostul său Director, deschide o subscripție publică pentru formarea unui fond de 6000 lei, care se va depune la Casa de Depuneri sub numele de fondul „Ciru Oeconomu“, cu al cărui venit se va premia anual cel mai bun articol în materie juridică scris de tinerii juriști.

Numele subscriitorilor se vor publica în Curierul Judiciar și în alte ziare.

Curierul Judiciar subscrie lei 200.

S U M A R

L'incapacitate successorale des étrangers d'après l'art. 7 de la Constitution roumaine, (urmare) de d-l Lucian Holoney.

JURISPRUDENTĂ :

Curtea de casație, secțiuni-uite: *Ministerul de finanțe cu N. Cantunari;*

Idem, s. III: *Societ. Cred. Financiar Urban Buc. cu Primăria orașului Brăila;*

Tribunalul Ilfov, secția comercială: *Henry Trembisky cu Firma C-nia „Anglo-Americana“;*

Judecătoria urbană ocolul Pitești: *Stan Mințu, contestație la sechestru asigurator;*

Articolul 79 din Legea judecătorilor de ocoale, de d-l *Paul Adrian.*

L'incapacitate successorale des étrangers d'après l'art. 7 de la Constitution roumaine *)

II

Historique de l'incapacitate successorale des étrangers dans le droit comparé.

Antiquité romaine. — Droit d'aubaine en France. — Droit belge. —

La loi anglaise avant 1870. — Droit turc. — Droit roumain ancien. — Le régime du Code civil. — La loi de 1864. —

Le régime constitutionnel de 1866. — La modification constitutionnelle de 1879.

Ailleurs, comme chez nous, le droit pour l'étranger d'acquérir des immeubles était soumis à certaines restrictions—ce qui n'existe plus dans la plupart des pays.

Antiquité romaine.— Chez les Romains, surtout à l'époque primitive, les étrangers ne pouvaient pas acquérir des propriétés immobilières, ni par *mancipatio* (parcequ'elle ne peut interve-

nir qu'entre personnes susceptibles de propriété quiritale—Citoyens, latins ou pèrigrins, ayant le commercium¹⁾); ni par *in jure cessio* (parcequ'elle n'est également accessible qu'aux citoyens); ni par *bonorum sectio* (benéfica, grâce auquel le débiteur se soustrait à l'exécution sur la personne en abandonnant ses biens à ses créanciers pour qu'il le fasse vendre²⁾).

L'étranger était de même incapable d'acquérir des immeubles par succession. Il était exclus pour les formes de testament comital (acte public); parcequ'il ne pouvait, soit figurer dans l'assemblée du testament comital, soit à l'aliénation du testament *per aes et libram*.

Le testateur avait la liberté la plus illimitée dans le choix de son héritier, pourvu que la personne choisie fut capable d'être instituée, qu'elle eût *testamento factio cum testatore*; il fallait avant tout jouir du *commercium*, c'est-à-dire être citoyen ou latin.

Les Pèrigrins pouvaient bien tester d'après leur droit national; mais de pareilles dispositions n'avaient aucune importance au point de vue du droit romain³⁾.

Droit d'aubaine.— En France, il fut un temps où les étrangers étaient frappés d'une double incapacité: ils ne pouvaient ni recevoir ni transmettre par succession. Les biens qui auraient pu leur advenir en pareilles conditions étaient attribués au roi, par l'effet du *droit d'aubaine*.

Pour qu'il en fût autrement, il fallait que ledit étranger eût acquis des lettres royales de naturalité. Cette incapacité qui avait été abolie dès le début de la Révolution⁴⁾, quand on supprima

¹⁾ P. F. Girard, *Manuel élémentaire de Droit romain*, 1901, p. 288.

²⁾ Voir sur ce sujet: *Realencylopädie der classischen Alterthumswissenschaft* (Paul-Wissowa); Bethmann-Hollweg, *Der römische Civilprocess* 3 vol. 1864/66; Keller, *Der römische Civilprocess und die Action*, 6-ème éd. 1888; Mittels, *Reichsrecht und Volksrecht*, 1891, p. 442 et ss.; F. P. Walton, *Historical Introduction to the roman law*, 1903.

³⁾ Charles Maynz, *Cours de Droit Romain*, 3-ème, éd. 1874, III, p. 214.

⁴⁾ Le droit d'aubaine et celui de détraction sont abolis pour toujours—Loi du 6 août 1790.

*) Voir *Curierul Judiciar*, No. 78, 83, de 1909.

le droit d'aubaine, fut rétablie et même aggravée par le Code civil, qui déclara les étrangers incapables de recevoir par donation aussi bien que par testament (art. 912⁵).

Mais Laurent soutient, au contraire, que le Code civil ne rétablit pas le droit d'aubaine, comme on l'en a accusé, car il ne déclare pas les étrangers incapables de transmettre leur biens par hérédité⁶. Le système du Code est celui de la réciprocité: les étrangers succèdent en France, à condition que les Français succèdent à l'étranger (art. 726 et 11).

Dans ce système, les étrangers étaient toutefois incapables de succéder en France, sauf: 1) s'il y avait un traité de réciprocité entre la France et leur pays d'origine; 2) s'ils se faisaient autoriser à établir leur domicile en France (Code civil art. 13).

L'incapacité de succéder, dont le Code Napoléon frappait les étrangers, fut abrogée par la loi du 14 juillet 1819, d'après laquelle «*les étrangers ont le droit de succéder de la même manière que les Français dans toute l'étendue du territoire*».

Cette loi est encore aujourd'hui en vigueur, et il en faut tirer les principes suivants:

1^o Les étrangers succèdent, en dehors même de toute réciprocité en France, — de la même manière que les Français⁷).

2^o Ils succèdent à l'égard des Français aussi bien sur les meubles que sur les immeubles, mais sans pouvoir invoquer aucun privilège résultant de leur loi nationale.

3^o La parenté, s'il s'agit d'une succession régie par la loi française, se prouve, même quant à un héritier étranger, par la loi française (Rép. gén. du Dr. fr., t. XXXV, p. 32).

Sans créer aucune incapacité à l'égard des étrangers, l'art. 2 de la loi de 1819 y apporte un tempérament en disant: *Dans le cas de partage d'une même succession entre des cohéritiers étrangers et français, ceux-ci prélèveront sur les biens situés en France une portion égale à la valeur des biens situés en pays étranger dont ils seront exclus, à quelque titre que ce soit, en vertu des lois ou coutumes locales.*

Droit belge. — La loi du 27 avril 1865 a aboli l'incapacité successorale de l'étranger. (Loi du 20/3 Mai 1837 relative à la réciprocité internationale en matière de successions et de donations).

Elle adopte le principe que les étrangers ont le droit de succéder, de disposer et de recevoir en Belgique, de la même manière que les Belges, dans toute l'étendue du Royaume.

Cette loi n'a pas créé une capacité exceptionnelle au profit des étrangers et au préjudice des Belges.

Il a été jugé par application de ce principe, que l'étranger auquel est échu une succession en Belgique doit subir le concours des parents belges que la loi belge appelle à cette succession conjointement avec lui, alors même qu'il les excludrait d'après la loi de son pays⁸).

Mais, quand les biens sont situés, partie en Belgique, partie à l'étranger, la loi de 1865 admet dans son article 5 (conformément à l'article 2 de la loi française) le principe du prélèvement.

Le prélèvement s'exerce sans difficulté dans les successions purement immobilières.

La succession d'un sujet anglais domicilié en Belgique est régie par la loi belge, lorsqu'elle ne comprend, outre des valeurs mobilières, que des immeubles situés en Belgique.

La loi anglaise. — Nous avons vu que la loi du 12 Mai 1870 a profondément modifié la condition défavorable des étrangers en Angleterre.

Par cette loi, l'étranger est assimilé aux Anglais de naissance pour tout ce qui concerne l'acquisition ou la transmission, par tous les modes légaux, de la propriété immobilière.

L'ancienne incapacité des étrangers a été maintenue pour les navires: ils ne peuvent pas en être propriétaires en tout ou partie.

La capacité de l'étranger de disposer et de recevoir par acte de dernière volonté ou ab intestat (titre by descent) est réglée aujourd'hui par le *Wills Act* de 1837.

Turquie. — Cette incapacité des étrangers d'acquies des immeubles a existé aussi en Turquie jusqu'à la loi du 15 juin 1867⁹).

Droit roumain ancien. — Nos législations antérieures, qui ont à l'égard des étrangers et de la propriété immobilière rurale beaucoup de dispositions complètes, sont les deux Codes dont les deux Principautés se virent dotées en 1816 et 1817.

En *Moldavie*, avant l'Union, le Code du prince Calimach, basé sur les Basiliques, établissait que seuls, les étrangers de *rite chrétien* pouvaient ac-

⁵ Marcel Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, 4-ème éd. Paris, 1908, t. III, p. 698 et 709.

⁶ Principes de Droit civil français, t. VIII, p. 652.

⁷ Pour plus de détails voir: Cotelle, *Abolition du droit d'aubaine en France, ou explication de la loi du 14 juillet 1819*.

⁸ Laurent, t. VIII, p. 655; Gustave Beltjens, — *Encyclopédie du Droit civil belge*, 1905, t. II, p. 351 et ss.

⁹ Voyez: *De la succession immobilière des étrangers en Turquie*: Salem, E.-R., *J. du dr. int. privé*, 1899, p. 47 et ss, 470 et ss.; G. Civilli, *Du régime de la propriété et des successions immobilières concernant les étrangers résidant en Turquie*, 1900.

quérir des immeubles ruraux (art. 45). Les Arméniens et les Israélites ne pouvaient pas acheter de terre à perpétuité, mais le § 1431 dit que les Israélites ont cependant la liberté d'acheter des maisons et des magasins dans les villes et peuvent tenir en ferme des terres, droit qui ne leur a été retiré que par le Règlement Organique ; les Arméniens pouvaient même acheter des vignobles.

En Valachie, le Code Caragea réserve le droit d'acquérir la propriété immobilière exclusivement aux étrangers de rite chrétien ¹⁰).

Le Règlement Organique de la Valachie de 1830, diffère essentiellement du Code Calimach et du Règlement Organique de la Moldavie en ce qui concerne les immeubles ruraux relativement aux étrangers chrétiens, parcequ'il prescrit expressément à cet égard que l'acquisition de la propriété des terres ne sera permise qu'aux étrangers de rite chrétien, et n'accorde plus d'exception aux Arméniens pour acheter des vignobles, ni aux Israélites d'acheter des maisons et des boutiques dans les villes.

De même, la Grande naturalisation était refusée aux non chrétiens, mais il leur était accordé la jouissance des droits civils par le bénéfice de la petite naturalisation. Les étrangers ainsi naturalisés ne pouvaient donc devenir propriétaires que d'immeubles urbains, magasins, etc.

La loi de mars 1840 qui abolit le « protimisis » ¹¹), c'est-à-dire le droit de préférence, affirme le principe d'un important ordre politique, que la propriété immobilière est et restera réservée seulement à ceux qui sont ou qui peuvent devenir Roumains : l'acquisition des terres (moşii), vignobles et tziganes n'est permise qu'aux personnes de rite chrétien.

* * *

En ce qui concerne les Turcs, il leur était formellement interdit, d'après les Capitulations des princes régnants avec la Porte, d'acquérir des immeubles urbains et ruraux et cela, dès le XIV^e siècle. (Voir les actes relatifs au règne de Cantemir dans la Description de la Moldavie, chap. XVI, G. G. Fleishlen, J. Clunet, 1894, pag. 283 et 284).

* * *

En 1859, date de l'Union des Principautés roumaines, on a senti le besoin d'une unité législative pour remplacer le Code Calimach dans

le pays d'au-delà du Milcov, et le Code Caragea ainsi que le Règlement Organique dans l'autre partie du pays. Cependant, ces deux codes des pays nouvellement unis sont restés en vigueur jusqu'à ce qu'on ait pu mettre en application le nouveau Code qui abrogeait les lois civiles pacité d'acheter des immeubles.

Il importe d'examiner cette loi spéciale du 20 août 1864, qui vint modifier l'état de choses antérieurement existant. L'art. 1 de cette loi dit : « Les étrangers de tout rite chrétien, domiciliés en Roumanie, auront le droit d'acquérir des propriétés immobilières sous condition de se soumettre en ce qui concerne ces propriétés aux lois du pays et en tant que les Roumains jouiront d'un droit semblable dans le pays de l'étranger ».

Pour un étranger, le droit d'acquérir des immeubles est soumis, d'après cette loi, aux quatre conditions suivantes : 1) L'étranger doit appartenir à un rite chrétien. 2) Il doit être domicilié en Roumanie. 3) Il doit se soumettre aux lois roumaines sur les immeubles. 4) Il doit exister une réciprocité d'un pareil droit entre l'État roumain et l'État auquel appartient l'étranger. (Dreptul, 1905. No. 21 ; Curierul Judiciar, 1905, No. 21 avec l'observation du professeur M. D. Alexandresco, d'Iassy).

La Cour de cassation a admis que la loi de 1864, n'a pas changé la capacité des Israélites pour l'acquisition des immeubles telle que les lois de 1832 et 1840 l'ont fixée.

Considérant, dit un arrêt de la Haute cour, que les Israélites indigènes, quoique ne jouissant pas de la plénitude des droits politiques, nepeuvent pas être considérés comme étrangers dans le sens strict du mot, parceque étrangers sont ceux qui appartenant à un autre État jouissent de tous les droits en général soit civils, soit politiques dans cet État ;

Considérant, que la loi de 1864, ne fait aucune mention relativement aux droits des Israélites d'acheter des immeubles urbains ; par conséquent, nous devons conclure, que leur situation reste la même qu'elle a été réglée par les lois et règlements antérieurs ¹²).

M. Alexandresco ¹³) et les Cours d'appel prétendaient que la loi de 1864 abrogeait les lois de 1832 et 1840 en créant pour les Israélites l'incapacité absolue d'acquérir des immeubles en Roumanie, ce qui revient à refuser aux Israélites commerçants de droit d'acheter même des immeubles urbains. Cette interprétation se fonde sur une argumentation a contrario de l'art. 1 de la loi de 1864 : l'art. 1 statuant que les étrangers de rite chrétien pouvant acheter des immeubles, par suite, les Israélites ne peuvent pas acheter des immeubles parce que la loi ne distingue pas.

Cette loi soulève d'importantes controverses. Est-elle abrogée ou ne l'est-elle pas par le Code civil de 1865 ?

¹⁰) En 1822, une anaphore de Sandou Stourdza a retiré aux Juifs et aux Arméniens le droit d'acquérir à perpétuité des biens dans les villes et dans les bourgs.

¹¹) Paul Noguilescu : Étude sur le protimisis dans l'ancien droit roumain (Nouvelle Revue historique de droit français et étranger, 1899, No. 2).

¹²) Bulletin de la Cour de cassation roumaine, 1907, p. 1204/5.

¹³) Explication du droit civil roumain, I, p. 335.

L'art. 11 du Code civil pose le principe que les étrangers jouiront spécialement des mêmes droits que ceux dont jouissent les Roumains, exception faite des cas où la loi en décide autrement; or, la disposition exceptionnelle qui prohibe pour l'étranger le droit d'acquérir des immeubles ruraux n'existe pas dans le Code civil. Comment régler alors avec ce Code le droit de l'étranger d'acheter des immeubles ruraux? Il est évident qu'on se réfère à la loi spéciale du 20 août 1864 qui a été élaborée par le Conseil d'État à peu près à l'époque où le Code civil a été élaboré. Cette loi du 20 août 1864, n'est pas abrogée par l'art. 11 du Code civil, conformément aux dispositions générales de l'art. 1912, parce qu'elle n'est pas en contradiction avec le Code civil.

En outre, l'art. 11 du Code civil est suffisamment clair, puisque, après avoir assimilé l'étranger à un Roumain, il termine par les mots: «*exception faite pour le cas où la loi en déciderait autrement*».

M. Alexandresco ajoute encore un autre argument: la loi de 1864, ayant un caractère international, est une loi spéciale et exceptionnelle et comme telle, ne peut pas être abrogée par une disposition générale du Code civil.

Conclusion.—Chez nous, l'avoit immobilier a été entouré de grandes garanties et il a été surtout protégé par des grandes restrictions relatives aux étrangers. Nos législations antérieures, avant et après l'Union des Principautés roumaines, étaient dirigées directement contre certaines catégories de personnes, celles qui n'étaient pas chrétiennes. Toutes nos lois et ordonnances étaient basées sur des considérations religieuses. Le droit de propriété immobilière rurale ne reposait que sur la condition de religion chrétienne. Plus tard, lors qu'on a modifié la Constitution de 1866, dans le sens de la liberté religieuse, le droit d'acquérir des immeubles ruraux, de droit purement civil, qu'il était, a été transformé en *droit politique*, et c'est depuis lors que la question de religion chrétienne a cessé d'être une condition légale pour pouvoir acquérir des immeubles ruraux; il n'est resté comme seule condition que celle d'être *citoyen roumain*, sans distinction de rite, pour pouvoir jouir de ce droit politique ou droit de citoyen.

(A suivre)

LUCIAN HOLONEY

A apărut: **Judecătorul de ocol ca ofițer de poliție judiciară** (legea din 28 Decembrie 1907, pusă în aplicare la 1 Maiu 1908), de d-l *Iulian Teodorescu*, profesor de drept penal, procedura civilă și criminală pe lângă Facultatea de Drept din Iași, magistrat.

Tipăritu-se un număr foarte restrâns de exemplare, amatorii îl vor comanda de urgență.

Prețul 3 lei. Depozit la *Curierul Judiciar*, care servește la cere orice cărți de drept, române și streine.

Inalta Curte de Casație și Justiție, Secțiuni-Unite

Audiența dela 11 Februarie 1910

Președenția d-lui G. N. BAGDAT, prim-președinte

— Ministerul de finanțe cu N. Cantuniari —

Funcționar public.—Ce înseamnă un funcționar public.—Primari și ajutoarele lor.—Dacă ei sunt funcționari publici, și prin consecință dacă li se pot face rețineri din salariu. — (Art. 59 din Legea comunală și art. 106 și 107 din Constituțiune).

Pentru a se ști ce înseamnă un funcționar public nu trebuie să se aibă în vedere modul cum este investit funcționarul, dacă are funcțiunea prin alegere, ori prin delegațiunea puterii executive, ci ceea ce este hotărâtor surso atribuițiunile ce se conferă funcționarului, ori care ar fi modul lui de numire.

Astfel, odată ce aceste atribuțiuni consistă în conlucrarea sa la un serviciu public, fie al Statului, al județului sau comunei, el este un funcționar public.

Prin urmare, primarul și ajutoarele sale, făcând parte dintr'un serviciu public și având atribuțiuni atât de numeroase și de variate, ei sunt fără îndoială funcționari, și prin urmare coprinși între funcționari comunali pentru care s'a înștiințat o casă de pensiu la 1897, așa că, conform acelei legi de pensiu, salariile lor sunt supuse reținerilor.

Deciziunea 1/910. — Casată după recursul făcut de Ministerul de finanțe, sentința Tribunalului Dolj s. II No. 152/909, dată în proces cu N. Cantuniari.

Curtea,

Ascultând pe d-l avocat Al. Zeuceanu, în desvoltarea motivului de casare invocat, și

Pe d-nii avocați D. Comșa și C. Ciocazan, în combateri;

Deliberând,

Asupra mijlocului de casare invocat:

«Violarea art. 52, alin a din legea generală de pensiu de la 28 Februarie 1902 cu modificările ei din 9 Martie 1904, 23 Februarie 1906 și 7 Martie 1907; greșită aplicare a principiului autonomiei comunale; violarea art. 12, 59, 61, 62, 63 și 64 din legea comunală dela 1894 și exces de putere.

«Tribunalul de Dolj era chemat să judece dacă ajutorul de primar al unei comune urbane, funcționând în limitele art. 12, 59, 61, 62, 63 și 64 din legea comunală, este funcționar public și deci supus reținerilor pentru pensie din retribuțiune

«Prin sentința atacată cu recurs tribunalul prin exces de putere, violare flagrantă a textelor arătate din legea comunală și printr'o aplicare cu totul greșită și inoportună a principiului autonomiei comunale, refuză să admită teoria că retribuțiunea ajutorului de primar al unei comune urbane este supusă la rețineri pentru pensie».

Având în vedere sentința supusă recursului din care rezultă că: intimatul N. Cantuniari fiind urmărit de fisc, pe baza legii de urmărire, pentru o sumă de bani devenită Statului ca rețineri din salariul ce primește lunar dela comuna Craiova în calitate de ofițer al stării civile, a făcut contestație la Administrația financiară Dolj, care, prin deciziunea cu No. 28751/908, i-a fost respinsă; că în urmă, numitul făcând apel, tribunalul prin sentința supusă recursului, a anulat urmărirea, motivând sentința sa pe considerațiunea că primarul și ajutoarele sale, nefiind funcționari publici, retribuțiunile ce primesc, nu pot fi supuse reținerilor;

Considerând că acestea fiind faptele, chestiunea dedusă în judecata secțiunilor-unite și care formează obiectul motivului de casare este aceea de a se ști dacă

primării comunelor urbane și ajutoarele lor sunt funcționari publici, și prin consecință dacă retribuțiunea lor poate fi supusă reținerilor prevăzute de legea pensiunilor;

Considerând că primarul este însărcinat prin lege cu diferite servicii ale administrațiunii comunale și pe lângă aceasta ca delegat al puterii centrale mai are și alte însărcinări de interes general, anume prevăzute de art. 59 din legea comunală;

Considerând că făcând parte dintr'un serviciu public având atribuțiuni atât de numeroase și de variate, primarul este fără îndoială funcționar și chiar cel mai important dintre funcționarii comunali;

Că, dar, el este cuprins între funcționarii comunali pentru care s'a înființat o casă de pensii prin legea din 26 Februarie 1897, de oarece această lege este generală pentru toți funcționarii comunali;

Considerând că este adevărat că cu ocaziunea votării legii din 1897, de Adunarea deputaților, Ministrul de interne a declarat că primarii și ajutoarele nu ar fi funcționari comunali, fiindcă ei sunt aleși și astfel ei n'ar fi supuși la rețineri și nici nu ar avea drept la pensiuine;

Considerând însă că, pentru a se ști ce însemnează un funcționar public, nu trebuie să se aibă în vedere modul cum este investit funcționarul, dacă are funcțiunea prin alegere, ori prin delegațiunea puterii executive;

Că ceea ce este hotărîtor, sunt atribuțiunile ce se conferă funcționarului, oricare ar fi modul său de numire;

Că odată ce aceste atribuțiuni consistă în conlucrarea sa la un serviciu public, fie al Statului, al județului sau al comunei, el este un funcționar public;

Că, dar, părerea Ministrului de interne nu poate să prevaleze asupra textului clar al legii, care cuprinde pe toți funcționarii comunali, prin urmare și pe primar, din momentul ce nu a fost exceptat prin veri o opozițiune expresă și formală;

Considerând că principiul autonomiei comunale nu poate să fie în nimic atins prin reținerile ce se vor face primarilor din retribuțiunea ce primesc din Casa comunală conform art. 64 din lege ca anii servii la comună să li se țină în seamă pentru dreptul de pensiuine;

Că, de altfel, acest principiu al autonomiei comunale nu este admis altă de absolut în legislațiunea noastră; în adevăr art. 107 din Constituțiune nu exprimă decât un desiderat ca legile ce se vor face pentru instituțiunile județene și comunale să tindă spre descentralizare și independență; -

Că, deasemenea, legea comunală în vigoare nu consacră o completă autonomie a comunei, pentru că ea pune administrațiunea comunală sub supravegherea administrațiunii superioare și multe acte nu pot să fie făcute de comună decât cu aprobarea Ministerului de interne, uneori a Consiliului de miniștri și în baza unui Decret Regal și alteori cu aprobarea Corpurilor Legiuitoare, astfel că argumentul tras din autonomia comunală nu are nici o valoare;

Că, dar, Tribunalul Dolj judecând că primarul sau ajutorul său nu este funcționar public, a interpretat greșit principiul autonomiei comunale și art. 106 și 107 din Constituțiune, de aceea motivul de casare este întemeiat;

Pentru aceste motive Curtea casează, etc.

INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE, S. III

Audiența dela 6 Noemvrie 1909

Președința d-lui G. P. PETRESCU, președinte

Societatea Creditului funciar urban din București, cu Primăria orașului Brăila

Taxa de apă. — Convențiune încheiată între o primărie și un proprietar de a-i presta apa necesară. — Dacă asemenea taxe au caracterul unui impozit și prin ur-

mare dacă prin acea convențiune s'a creat vreun privilegiu pentru comună. — (Art. 6 din regul. de concesiunea apei din Brăila și art. 105 din legea pentru organizarea comunelor urbane)

1. Taxele pentru apă ce o primărie percepe de la abonații săi, constituind prețul unor servicii prestate, primăria n'are nici un privilegiu asupra lor, căci ele nefiind decât rezultatul unor convențiuni particulare, încheiate între primărie și proprietarii imobilului abonat, această obligațiune contractuală nu dă primăriei alt drept decât acela de a pretinde încasarea lor personal dela proprietarul imobilului cu care a contractat, fără ca aceste taxe să aibă caracterul unui impozit, de oarece nu sunt înființate prin lege și nici nu există o lege care să stabilească vreun impozit pentru prestarea apei.

Faptul că aceste taxe, ca și celelalte venituri comunale, se fac în baza legii de urmărire, nu a creat în favoarea lor un privilegiu pentru comună, ci numai pentru a înlesni încasarea lor.

2. Din art. 58 din legea specială a Creditului rezultă că, dela punerea Creditului în posesiunea vreunui imobil, toate veniturile aceluia imobil se cuvin Creditului, oricari ar fi opozițiunile sau popririle ce s'ar face asupra lor, exceptându-se numai drepturile tezaurului.

Prin urmare, suma ce o primărie ar avea să ia ca taxă pentru apă dela un imobil nu constituie un drept convenit tezaurului.

Deciziunea 312/909. — Casată, după recursul făcut de Societatea Creditului funciar urban din București, sentința Tribunalului Brăila No. 156/909, dată în proces cu Primăria orașului Brăila.

Curtea,

Ascultând pe d-l avocat N. Alexandrescu, în dezvoltarea motivului de casare:

Pe d-l avocat Badea Spănu, în combateri.

Deliberând,

Asupra motivului de casare:

«Greșită aplicare a art. 6 din regulamentul pentru concedarea apei și exces de putere. Violarea art. 115 din legea pentru organizarea comunelor urbane din 1894.

«Abonamentele pentru concedarea apei sunt convențiuni particulare ce se formează între primărie, pe de o parte și proprietarii sau chirașii imobilelor pe de altă parte, în scopul de a se furniza de primărie o cantitate de apă în schimbul căreia proprietarul sau chirașii cărora s'a furnizat apă să plătească o anumită sumă de bani.

«Asemenea convențiuni nu pot da naștere decât unei acțiuni personale și mobiliare din partea primăriei în contra aceluia cărui s'a furnizat și s'a folosit de apă; ele nu pot avea caracterul de impozite, căci nu sunt înființate prin lege și nici o dare comunală nu se poate așeza decât prin lege, cum prevede art. 105 din legea comunală, nici nu sunt garantate cu vreun privilegiu prin vreo lege oarecare, ca astfel creanța să aibă vreun drept de preferință, așa că nu pot urmări imobilul în mâna noului achizitor, cărui nu-i poate fi opozabil art. 6 din regulamentul pentru concedarea apei.

Tribunalul comite, prin urmare, un exces de putere când aplică Creditului acel regulament și mai cu seamă când judecă că acel regulament a fost înșușit de părți ca lege pentru ele, nesocotind însă că convențiunile nu produc efect decât între părțile contractante (art. 969 din Codul civil), iar abo-

namental pentru apă găsește că a fost încheiat între primărie și fostul proprietar Marin G. Apostoleanu.

Având în vedere că, din sentința supusă recursului, rezultă, în fapt, că primăria orașului Brăila, intimată în recurs, prin deciziunea No. 45/909, a respins ca nefondată contestația făcută de recurenta Societatea a Creditului funciar urban din București, contra urmării pornite contra-i pentru plata sumei de 147 lei, 30 bani, taxa apei cu abonament la proprietatea sa din strada Cetății, No. 48 - 50, pe anii 1903, 1904 și 1905;

Că, contra acestei deciziuni, Societatea recurentă, făcând apel, tribunalul, deși constată că Creditul a devenit proprietarul acestui imobil în anul 1907 în baza ordonanței de adjuccare No. 866/907 a Tribunalului Brăila, adică posterior timpului pentru care se cere plata pentru apă, totuși, aplicând în cauză art. 6 din regulamentul pentru concedarea apei filtrate din Brăila, respinge apelul ca nefondat;

Considerând că taxele pentru apă ce primăria intimată percepe dela abonații săi, constituind prețul unor servicii prestate, rezultă că dănsa n'are nici un privilegiu asupra lor, căci ele nefiind decât rezultatul unor convențiuni particulare, încheiate între primărie și proprietarul imobilului abonat, această obligațiune contractuală nu dă primăriei alt drept decât acela de a pretinde încasarea lor personal dela proprietarul imobilului cu care a contract;

Considerând că asemenea convențiuni, bazate numai pe regulamentul pentru concedarea apei filtrate, nepunând la naștere decât unor acțiuni personale și mobiliare, obligațiunile derivate dintr'însele nu pot avea caracterul unor impozite, căci nu sunt înființate prin lege și nici că există lege care să stabilească vreun impozit pentru prestarea apei;

Considerând că dacă încasarea acestor taxe, ca și celelalte venituri comunale, se fac în baza legii de urmărire, intenția legiuitorului n'a putut să fie decât de a se înlesni încasarea, iar nicidecum de a se creea în favoarea lor un privilegiu pentru comună;

Considerând, de altfel, că, după art 53 din legea specială a Creditului urban, rezultă că dela data punerii Creditului în posesiunea vreunui imobil, toate veniturile celui imobil se cuvin Creditului, oricari ar fi opozițiunile sau popririle ce s'ar face asupra lor excepționându-se numai drepturile tezaurlui;

Considerând că, în speță suma de 147 lei, 30 bani, ce primăria avea să ia ca taxe pentru apă dela sus zisul imobil pe anii 1903, 1904 și 1905, neconstituind un drept cuvenit tezaurlui public și, în tot cazul, fiind o datorie anterioară punerii Creditului în posesie, rău tribunalul a respins apelul societății recurente și i-a aplicat dispozițiunile art. 6 din regulamentul pentru concedarea apei filtrate din orașul Brăila, de oarece, conform art. 969 din Codul civil, convențiunile nu produc efect decât între părțile contractante și, în speță, instanța de fond constată că abonamentul pentru apă a fost încheiat între primărie și fostul proprietar al imobilului, Marin G. Apostoleanu, iar nu între primărie și Societatea Creditului, actualul proprietar;

Că tribunalul judecând astfel, a violat art. 105 din Legea pentru organizarea comunelor urbane, a comis un exces de putere și a aplicat greșit art. 6 din regulamentul pentru concedarea apei din Brăila;

Că, dar, motivul de casare fiind întemeiat, recursul cată să fie admis;

Pentru aceste motive, Curtea casează, etc.

A apărut : *Tratat de drept comercial după doctrină și jurisprudență. Despre asociațiunile în participatie și societățile civile și străine*, volumul II, partea I, de C. N. Toneanu, avocat, Galați. Se găsește de vânzare la librăria Negoescu și Manițiu pe prețul de 4 lei, unde se află și volumul I pe preț de 8 lei și Falimentele, partea I și II, ambele pe preț de 6 lei.

TRIBUNALUL ILFOV, SECȚIA COMERCIALĂ

Audiența dela 3 Decembrie 1909

Președenția d-lui M. BERLESCU, judecător de ședință
Henry Trembisky cu Firma «G-nia Anglo-Americană»
Sentința No. 1219

Faliment — Tribunalul la care are a se face declarația falimentului. — Excepțiuni la acest principiu. — Stabiliment principal. — (Art. 702 din Codul comercial).

Dacă legiuitorul, prin art. 702 din Codul comercial, a prevăzut că declarațiunea falimentului trebuie să se facă de tribunalul în jurisdicțiunea căruia comerciantul are principalul său stabiliment, este pentru ca să ușureze în caz de declarare administrațiunea falimentului, care, deși mai dificilă în falimente mari și importante, se poate face mai cu înlesnire în localitatea unde este principalul și cel mai mare stabiliment, indiferent dacă el e o sucursală sau nu; căci importanța stabilimentului rezultă din extensiunea dată operațiunilor, cari de multe ori sunt mai numeroase la o sucursală decât la stabilimentul principal.

S'a ascultat: d-nii avocați Cilibidachi și Rosetti, în desvoltarea incidentului de incompetență; și D-l avocat Trembisky, în combateri.

Tribunalul.

Asupra incidentului de incompetență, ridicat de pârît; Având în vedere că pârțitul susține că sediul principal al firmei Frații A. & I. Andreșter, astăzi dizolvată, a fost în Giurgiu iar nu în București, unde a avut numai o sucursală, astfel că tribunalul competent a judeca acțiunea de declarare intentată în contra firmei e cel dela Vlașca;

Având în vedere că, conform art. 702 din Codul comercial, declarațiunea falimentului se pronunță de Tribunalul de comerț în jurisdicțiunea căruia debitorul își are principalul său stabiliment comercial;

Considerând că, desi pârții au declarat la înscrierea firmei că magazinul lor din București e o sucursală a aceluia din Giurgiu, însă nu declarațiunea făcută de comerciant despre firma sa implică ideea că la sucursală nu poate face un comerț important; principalitatea rezultă din extensiunea dată operațiunilor, cari de multe ori sunt mai numeroase la o sucursală, după situația magazinului și fluctuațiunile comerțului;

Considerând că dacă legiuitorul prin art. 702 din Codul comercial, a prevăzut că declarațiunea falimentului trebuie să se facă de tribunalul în jurisdicțiunea căruia comerciantul are principalul său stabiliment, este pentru ca să ușureze, în caz de declarare administrațiunea falimentului, care, deși mai dificilă în falimente mari și importante, se poate face mai cu înlesnire în localitatea unde este principalul și cel mai mare stabiliment, indiferent dacă el e o sucursală sau nu;

Considerând că importanța celor două magazine ale pârților se poate deduce din actul lor de desfăcere, în care se prevede că la așa zisa sucursală din București activul și pasivul atinge o țifără de două ori mai mare acelelea dela magazinul din Giurgiu, ceea ce învederează că principalul stabiliment unde se făceau operațiuni mai întinse era acel din București, iar nu acel din Giurgiu;

Că, astfel fiind, acest tribunal fiind bine sesizat de o asemenea acțiune, incidentul devine nefondat și cată a fi respins;

Pentru aceste motive, tribunalul respinge, etc.

(ss) M. D. Berlescu; L. Ștefănescu

JUDECĂTORIA URBANĂ OCOLUL PITEȘTI

Audiența dela 23 Octombrie 1909

Cartea de judecată civilă, No. 1338

Stan Mințu, contestație la sechestrul asigurător

Lucru mobil. — Titlu de proprietate. — Faptele posesiunii. — Titlu precar.

1. Faptul posesiunii prezumă proprietar pe posesorul lucrului mobil (art. 1909 din Codul civil).

2. Titlu precar este o excepțiune, care trebuie dovedită de cel ce revendică lucrul aflat în posesiunea altuia.

3. Un act de vânzare, constatând că lucrul mobil a fost când va în proprietatea celui ce-l revendică, nu poate face singur proba proprietății contra posesorului actual al lucrului.

Judecata,

Asupra contestațiunii de față:

Având în vedere susținerea părților și actele din dosar; Având în vedere că Stan Mințu, contestatorul, cere a se admite contestația și a se anula sechestrul asigurător, ordonat de această judecătorie asupra unei locomobile aflată în gara Pitești, locomobilă din fabrica Clayton & Schuttleworth;

Că în susținerea cererii sale alegă că el este adevăratul proprietar al lucrului sechestrat și pentru dovedirea acestei alegațiuni prezintă actul de vânzare, autentificat de Tribunalul Argeș la No 3127/907, din care reiese că o locomobilă cu No. 14392 din fabrica Clayton & Schuttleworth s'a vândut lui Stan Mințu de către Samuel Penchas; iar din procesul-verbal al cercetării locale, efectuată de noi în ziua de 19 Octombrie 1909, se constată că locomobila sechestrată poartă acest număr și deci este una și aceeași cu cea prevăzută în actul de vânzare;

Văzând că din procesul-verbal de sechestrul asigurător, dresat de subcomisarul Al. Nicolescu în ziua de 25 August 1909 și atașat la dosar se constată că această locomobilă a fost expediată de către Panait Minetos din gara Merișani, având ca destinatar pentru gara Stolnici tot pe Panait Minetos, debitorul creditorului secestrant;

Văzând că din dispozițiile martorilor Max Löbel și A. Haimovici, comisionarii de cereale din Pitești, audiați la cercetarea locală făcută, reiese că Panait Minetos a treierat cu această locomobilă la Merișani și acolo a propus să vândă locomobila, purtându-se ca proprietar al ei;

Că însuș contestatorul, la interogatoriul luat în instanță, recunoaște că această locomobilă a fost în posesiunea lui Minetos până la aplicarea secestrului, alegând însă că acela a avut-o cu chirie, deci a posedat-o cu titlu precar;

Considerând că, prin simplul fapt că contestatorul prezintă un act de vânzare ca titlu de proprietate al lucrului care se află în posesiunea altei persoane, nu se poate stabili dreptul de proprietate al contestatorului asupra acestui lucru;

Că titlu precar cu care pretinde contestatorul că posesorul deține lucrul nu se dovedește cu nimic;

Că întru cât lucrul e mobil;

Întru cât lucrul se găsește în posesiunea unui terțiu, legea îl prezumă proprietar pe acesta prin însuș faptul posesiunii (art. 1909 din Codul civil);

Și întru cât dovada precariatății titlului cu care terțiul deține lucrul nu se face de contestator, urmează a se respinge că nefondată contestația;

Pentru aceste motive, respinge ca nefondată contestația etc.

Magistrat-stagiatar, (s) Ion Eftimopol

Articolul 79 din legea judecătorilor de ocoale

Articolul 79 din noua lege a judecătorilor de ocoale cuprinde dispoziția formală, că în acțiunile cari se judecă la comunele rurale, dacă reclamantul nu se înfățișează în ziua sorocită pentru judecarea acțiunii, judecătorul închide procesul.

Care a fost intenția legiuitorului când a înscris acest articol în noua lege a judecătorilor de ocoale? Înțeles-a el ca reclamantul să aibă posibilitatea de a cere redeschiderea dosarului, continuându-se desbaterile de unde au rămas, sau va trebui să intenteze o nouă acțiune?

Și apoi, articolul acesta își are aplicația în acțiunile cari nu trec peste 300 lei, dar cari se judecă la reședință, întru cât părțile litigante își au domiciliul în comuna de reședință a ocolului judecătoresc?

Mai întâiu să stabilim rațiunea de a fi a acestui articol în legea judecătorilor de ocoale. E un principiu de drept, că la baza oricărei acțiuni trebuie să existe un interes, fie material, fie moral.

Se poate întâmpla însă ca reclamantul numai din spirit de șicană să intenteze acțiunea, să asiste la una sau două înfățișări și în urmă să nu se mai prezinte. Cred că legiuitorul prin art. 79 a avut în vedere această ipoteză; cu alte cuvinte măsura luată de legiuitor e o armă contra reclamantului de rea credință.

Să revenim la prima chestiune, ce ne-am propus la începutul acestui articol: Închis procesul se mai poate deschide, sau reclamantul trebuie să formuleze o nouă cerere în justiție? Să examinăm chestiunea înainte și după modificarea dela 1900 a Codicelui de procedură civilă. Art. 260 din Procedura civilă, textul vechiu, zicea că un proces se închide atunci când ambele părți printr'un act scris, comunicat judecății, cer închiderea. Deși legea spune că voința părților de a închide procesul trebuie să fie constatată printr'un act scris, totuși practica admite că și o simplă cerere verbală făcută de părți în instanță e suficientă ca judecata să închidă procesul. Dar închiderea dosarului se mai prezintă și sub forma unei desistări. Desistarea are loc când reclamantul singur, verbal sau în scris, cere închiderea procesului. Cu alte cuvinte, desistarea e actul unilateral al părții reclamante, fără ca să fie nevoie de consimțământul părții pârte.

Să lăsăm la o parte celelalte chestiuni de doctrină, ca bunăoară a stabili cari sunt condițiunile ca cererea de închidere sau desistare să fie admisă de judecată sau care e natura juridică a desistării înainte și după consimțământul ce poate veni din partea părții pârte și să revenim la partea cea mai importantă, și anume: cari erau efectele închiderii și desistării sub imperiul vechiului cod de procedură? Chestiunea era controversată.

Să expunem pe scurt această controversă. O primă părere susținea că procedura noastră civilă nu admite decât desistarea dela acțiune, înțelegând prin acțiune dreptul în sine, și desistarea nu se poate face decât cu consimțământul ambelor părți litigante. În acest sistem efectul desistării și al închiderii dosarului e nimicirea dreptului; reclamantul nu mai poate face o cerere în judecată spre aș valorifica dreptul dela a cărui acțiune s'a de-

sistat. Păreră aceasta se sprijinea pe textele categorice ale art. 260 și mai cu seamă 261 care spună că : după ce una din părți s'a desistat și cealaltă a acceptat desistarea, acțiunea e stinsă definitiv.

Intr'o altă păreră se susținea că, deși art. 260 și 261 din Procedura civilă se referă numai la desistarea dela acțiune, totuș poate fi și desistare dela instanță sau numai dela un singur act de procedură.

Așa că în acest sistem să făceau următoarele distincțiuni :

1. Dacă s'a cerut desistarea de instanță, atunci, ca și la primare, cererea e nimicită în mod retroactiv, dar dreptul în sine persistă, așa că reclamantul poate face o nouă cerere în judecată, angaja o nouă instanță, fără însă a se putea servi de actele de procedură și de măsurile pregătitoare ale instanței dela care s'a desistat.

2. Dacă reclamantul s'a desistat numai dela un singur act de procedură, desistarea are de efect a nimici acest act, subsistând atât acțiunea cât și instanța.

3. Dacă reclamantul se desistă dela acțiune, atunci dreptul în sine e nimicit.

Cum vedem, sub imperiul vchiului cod de procedură chestiunea era controversată în cece privește efectele închiderii și desistării

Legiuitorul dela 1900, după cum arată în expunerea de motive, a modificat art. 260 și a suprimat art. 261 spre a înlătura confuzia în cece privește efectele închiderii și desistării.

Modificând art. 260, legiuitorul dela 1900 cată să facă distincțiune între stingerea și închiderea procesului. Stingerea procesului are loc când ambele părți litigante, capabile de a dispune de drepturile lor, printr'un act scris declară că nu mai au nici o pretenție una contra alteia. Această dispozițiune o găsim în primul aliniat al art. 260 ; iar în aliniatul al doilea se spune că părțile pot cere ca în hotărîrea care dispune stingerea procesului să se treacă și cuprinsul învoelei lor. În cazul acesta efectul stingerii va fi nimicirea dreptului în sine, reclamantul ne mai putând face o nouă cerere în justiție. În aliniatul al treilea se spune că reclamantul singur poate declara în instanță că se lasă de proces, și în acest caz judecata va închide procesul, rămânând reclamantului dreptul de a porni o nouă acțiune, dacă — bineînțeles — nu i se poate opune prescripția. Din această modificare a art. 260 cred că reiese în mod clar că închiderea unui proces are ca efect nimicirea cererii introductivă de instanță, a tuturor actelor de procedură și măsurilor pregătitoare, existente până în momentul cererii de închidere, rămânând însă reclamantului dreptul unei noi acțiuni.

Dacă aceasta e semnificația juridică a cuvântului închide, și dacă acestea sunt efectele ce decurg din acest articol, cred că și în cazul art. 79 din noua lege a judecătorilor de ocoale ne vom călăuzi de aceleași principii.

Sar putea obiecta că închiderea, cu efectele pe cari le-am arătat, e actul voluntar al părții reclamante, pe când închiderea procesului cu aplicația art. 79 din legea judecătorilor de ocoale se face contra voinței reclamantului, în lipsa acestuia, și ca atare nu e echitabil ca reclamantul să fie lipsit

de tot ce se câștigase până în momentul închiderii. Dar, oare primarea înainte de 1900 nu se făcea în camera de consiliu fără ca părțile să fie citate și efectul ei era de a nimici întreaga instanță cu toate actele de procedură și măsurile păgubitoare.

Afară de aceasta nu trebuie să uităm că din întreaga economie a legii judecătorilor de ocoale reiese intenția legiuitorului de a înlătura șicana și de a realiza o justiție cât mai expeditivă ; așa că prin art. 79 din legea judecătorilor de ocoale se prevede un mod — de a închide procesul — cu totul deosebit de cel prevăzut în art. 260 din Procedura civilă, fără însă, cred, a ne putea depărta de efectele ce decurg din închiderea unui proces, efecte ce sunt arătate în sus numitul articol, modificat de legiuitorul dela 1900.

Când își are aplicația art. 79 ? Atunci când e vorba de o acțiune care, conform art. 58, trebuie să se judece la comună, dar care se judecă la reședința, întru cât părțile litigante își au domiciliul în comuna de reședință ?

Să concretizăm chestiunea printr'un exemplu : Iată o acțiune posesorie, care, după art. 58 din legea judecătorilor de ocoale, se judecă la comună, dar printrucă părțile și imobilul ce formează obiectul acțiunii sunt în comuna de reședință, se judecă la reședință. Reclamantul nu se prezintă ; poate judecătorul să facă aplicația art. 79 și să închidă procesul ?

Cred că afirmativa trebuie admisă. S'ar putea susține că în acest articol se vorbește numai de acțiunile cari se judecă în comunele rurale și ca atare numai aci se face aplicația lui. Interpretarea aceasta restrictivă a art. 79 cred că e eronată. Textele de lege trebuiesc oarecum disecate, supuse unor analize mai profunde, căutând a le da interpretare juridică și a ne apropia și de motivele cari au determinat pe legiuitor când printr'un text de lege a luat o măsură oarecare.

Dacă art. 79 e un mijloc de a înlătura spiritul de șicană, incontestabil că aplicația lui se impune și în acțiunile cari pentru motivele arătate mai sus se judecă la reședință.

În rezumat, în cece privește aplicația acestui articol, vom ține seamă de natura acțiunii, iar nu de locul unde acțiunea e intentată.

Paul Adrian
Magistru stagiar
Slăvești-Teleorman

INFORMAȚIUNI

Anunțăm că numărul viitor va fi consacrat *Proiectului de lege al astgurarilor contra accidentelor muncii*, din 1906, elaborat de d-nii Tanovicănu și Victor Râmnicănu.

A apărut :

Executarea silită asupra bunurilor nemișcătoare (art. 492—593 din Proc. civilă) și *Legea pentru Creditul funciar român*, adnotate cu deciziile Inaltei Curți de casație și justiție dela 1895 până la 1905 și *Suplimentul* cu deciziile dela 1905 până la 1 Ianuarie 1910, de George T. Ionescu, Grefier la Inalta Curte de casație. Prețul întregii lucrări este de 3 lei. *Suplimentul* se poate vinde și separat cu prețul de 1 leu.